



Ni dialogue social, ni provocations racistes: pour une rentrée des luttes!

8 septembre 2023, Gustave Roussy

Pendant que les profits battent des records, la crise s'aggrave à cause de l'inflation qui ampute les budgets et des salaires qui se suivent pas. Le climat social se tend. Alors Macron s'agite pour que la contestation n'éclate pas dans la rue et les grèves, comme sur les retraites. D'un côté, il lance des provocations racistes, de l'autre il attire les partis de gauche et les directions syndicales dans un simulacre de dialogue qui ne débouchera sur rien de bon pour les salariés et la jeunesse.

La guerre sociale qu'ils nous mènent

La réforme des retraites de Macron entre en vigueur en septembre et l'offensive patronale continue avec l'inflation. Tous les trois mois, les ministres répètent que sa fin approche, mais les prix continuent de monter, car les grandes entreprises gonflent leurs marges. Et le gouvernement laisse faire... et même augmente le tarif des médicaments !

Le ministre de l'Économie promet maintenant de bloquer les prix de certains produits. Mais ce qui reste bloqué depuis des mois, ce sont nos salaires. On estime que les prix alimentaires ont pris plus de 20 % en deux ans. Et nos fiches de paie ? C'est ça la réalité des prix : logement, transports, alimentation, tout devient hors de prix. Se restreindre devient banal et galérer devient normal. Tout augmente, mais pas les salaires, ni les moyens dans les services publics. Dans les hôpitaux, les soignants ont passé l'été sous l'eau à cause du manque de personnel. Dans l'éducation nationale, il manque près de 3 200 profs en cette rentrée. Face à la pénurie de main-d'œuvre, le gouvernement annonce que les salaires vont être revalorisés dans la santé et l'éducation, mais on est très loin du compte. Dans les hôpitaux, les maigres augmentations de primes annoncées ne vont rien changer aux conditions de travail dégradées. Et chez les enseignants c'est même carrément du chantage, puisqu'au lieu d'embaucher, on propose aux enseignants d'améliorer leur salaire... en échange de tâches supplémentaires.

Pendant qu'on se serre la ceinture, les actionnaires sont à la fête : les entreprises du CAC 40 ont fait presque 80 milliards d'euros de bénéfices au premier semestre 2023. De l'argent, il y en a. C'est là qu'il faut aller le chercher. D'ailleurs là-haut, ils s'inquiètent de la colère sociale qui couve et pourrait exploser comme sur les retraites.

Ni provocations racistes, ni dialogue social

C'est pour ça qu'ils tentent de diviser encore et toujours le monde du travail : Macron lance des contrefeux directement piochés dans les poubelles (ou les programmes) de Le Pen et Zemmour : polémique islamophobe avec l'interdiction des abayas dans les établissements scolaires, campagne xénophobe avec sa future loi sur l'immigration. Mais le gouvernement peut bien pointer des boucs émissaires, rien ne dit que ça va fonctionner. Car les robes des adolescentes et l'accueil des migrants qui fuient la misère et les guerres ne sont en rien responsables de nos problèmes actuels.

En parallèle, Macron tend la carotte du dialogue social. Quand il propose une réunion à Saint-Denis aux chefs des partis, toute la gauche accourt pour participer aux discussions, aux côtés de LR et du RN. C'était soi-disant pour lui soumettre les propositions de la Nupes qu'ils y ont passé la nuit... avec l'espoir que Macron les applique le lendemain matin ? Même chose quand il propose aux directions syndicales une conférence sur les salaires : celles-ci répondent « chiche ». Comme si quelque chose de positif pouvait sortir d'une réunion avec le gouvernement et le Medef !

La seule solution face à leur guerre sociale, ce sont nos luttes, pas le dialogue. On ne tourne pas la page du mouvement pour nos retraites, au contraire ! Pour vivre et pas survivre, il faut imposer nos revendications sur les salaires, les emplois, les conditions de travail. Pour contrer l'offensive raciste du gouvernement, le monde du travail doit mettre en avant ses exigences.

Ainsi le NPA, comme d'autres organisations politiques ou syndicales, appelle à manifester dès le 23 septembre contre la politique pro-patronale du gouvernement, et les mesures autoritaires et racistes qui l'accompagnent.

Un prix défiant toute concurrence:

Dans un documentaire Arte sur Big Pharma, on apprend notamment qu'un des traitements proposés à Gustave Roussy pour les leucémies aiguës myéloïdes (LAL), coûte la bagatelle de 320 000 euros à l'assurance maladie. Son fabricant, Novartis, explique que *« comme c'est un traitement unique en une seule prise, il fallait qu'on soit rentable comme si on vendait un traitement à vie »*, alors qu'il a été financé par des fonds publics... C'est là un des mantras des labos pharmaceutiques: peu importe l'accès aux soins tant que les profits tombent!

La poudre aux yeux des augmentations

Face à cette situation, le gouvernement multiplie les annonces. Pour les soignants, à compter du 1er janvier 2024, les heures de nuit seront rémunérées 25 % de plus qu'en journée. Pour les dimanches et jours fériés, l'indemnité actuelle sera majorée de 20 %. Des annonces qui en mettent plein la vue mais qui ne s'attaquent pas à l'entière du problème: tout les travailleurs ont besoin d'augmentation et pas uniquement ceux qui travaillent la nuit ou le week-end.

Soutenons-les

En grève dans 75 % du territoire, les opérateurs du SAMU, ceux qui répondent en première ligne aux appels, se rassembleront le 7 septembre devant le Ministère de la santé pour demander une revalorisation salariale. Un opérateur SAMU travaille jour, nuit et week-end pour 1 300 euros ! Pas étonnant avec ces salaires, que peu nombreux sont ceux qui souhaitent faire ce métier. D'où un manque d'effectifs permanent !

Les responsables du désastre sanitaire

Une étude vient de paraître : près d'une infirmière sur deux a quitté l'hôpital ou changé de métier au bout de 10 ans de carrière. Cette tendance à quitter l'hôpital s'est accélérée après les années 2000. Les raisons de cet abandon ? Faibles salaires, volumes de travail et conditions d'exercice de la profession. Ce qu'un syndicat infirmier explique par le doublement de la charge de travail infirmier depuis 10 ans, l'épuisement, les dépressions ou le burn-out. Il y aurait ainsi 60 000 postes

d'infirmiers vacants et 10 % de soignants en arrêt maladie. Un bilan dont sont responsables les gouvernements car leur politique a été de supprimer des lits par milliers et de bloquer, pendant des années, nos salaires.

Envie de tout plaquer?

Pour la coupe du monde de rugby, 5540 places seront attribuées à du personnel soignant, pour selon les Ministres, *« remercier les soignants engagés pour le service public et protéger au quotidien la santé des Français »*. Une des phases de jeu spectaculaire au rugby, c'est le placage. A l'hôpital, ce qu'on a envie de plaquer c'est le boulot lui-même quand on voit dans quelles conditions on travaille !

Un monde malade du profit

L'amoxicilline est un antibiotique très utilisé pour de nombreuses maladies. Il en a manqué cette année. Comme de nombreux autres médicaments. Comme par hasard, 13 laboratoires pharmaceutiques se sont engagés à en produire plus et éviter ainsi les pénuries... en échange d'une augmentation de 10 % du prix de cet antibiotique ! On produit en plus parce que cela devient rentable et parce que plus de profits sont espérés ! Avec le capitalisme : la santé passe derrière les profits...

Et si on vient en voiture ?

A partir du 1er septembre 2023, 75 % (au lieu de 50%) du prix des titres de transport sera remboursé pour les salariés du public. Une bonne nouvelle ? Sauf que des fortes hausses des tarifs des transports sont annoncées pour la fin de l'année... Et que beaucoup d'entre nous utilisent leurs voitures faute, vu leurs horaires et leurs lieux d'habitation, d'avoir des transports en commun... Pour eux rien n'est prévu Une injustice.

mail:	npa94.cachan@gmail.com
insta:	npa.cachan
facebook:	npacachan
twitter:	F_Hopital